

La dynamique de la consommation des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo, 1965-1995 (Madagascar)

*Rachel Ravelosoa * et François Roubaud ***

Madagascar est engagée depuis plusieurs décennies dans un processus économique involutif que le discours incantatoire sur l'extraordinaire potentiel du pays n'a jamais réussi à enrayer. Cette inexorable régression ne semble pas avoir été affectée par les changements de régimes politiques, aux options économiques les plus divergentes, qui se sont succédé depuis l'indépendance : de la première République aux options néocoloniales, à la troisième qui affiche une tendance libérale prononcée, en passant par près de vingt ans de « socialisme » et d'économie dirigée sous la seconde République¹. Ceux qui ont voulu voir dans l'échec malgache l'empreinte des choix erronés d'une économie administrée se trouvent démentis par les performances récentes de Madagascar. Aujourd'hui, la majorité des Malgaches n'ont jamais connu de période durable de croissance du revenu. La figure 1 illustre clairement l'ampleur de cette dynamique récessive. Entre 1960 et 1995, le PIB par habitant a chuté de 36,8 %, et la consommation privée de 46,8 % ; soit un taux de croissance moyen de -1,8 % par an. Si l'on considère la sous-période 1971-1995, 1971 représentant l'année la plus faste, la baisse de la consommation privée par tête atteint même 50,3 %. De plus, à de rares exceptions près (1968-1971, 1979-1980), la chute a été continue.

Pourtant, les données macroéconomiques reflètent mal l'évolution du bien-être réel des populations. En premier lieu, les chiffres officiels sont largement sujets à caution compte tenu de la dégradation continue de l'appareil statistique

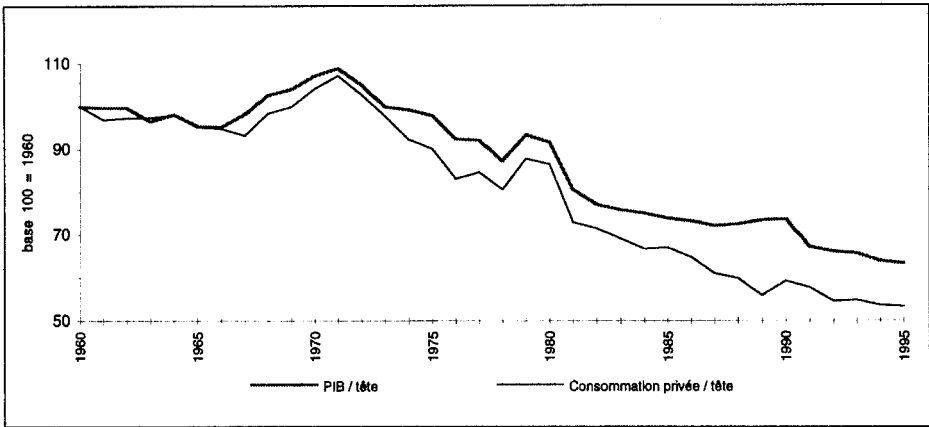
* Économiste, projet Madio.

** Économiste, Orstom.

Les deux auteurs travaillent dans le cadre du projet Madio. Ce projet fait l'objet d'une convention scientifique entre l'Orstom et l'Instat (Institut national de la statistique de Madagascar). Il a pour objet d'apporter des éléments de réflexion aux autorités malgaches sur le processus de transition économique en cours, vers l'économie de marché. Il est cofinancé par le ministère français de la Coopération et du Développement, l'Orstom et l'Union européenne, pour une durée de quatre ans (1995-1998).

1 En fait, la relation entre régime politique et système économique est complexe et marquée par des changements radicaux. Il convient de distinguer des sous-périodes dans la chronologie de chaque République. Ainsi pour la seconde, à la première phase « d'enthousiasme socialiste » et de montée en puissance du secteur public, qui culmine avec les années « d'investissement à outrance » (1979-1981), a succédé une seconde phase de désengagement de l'État, de dérégulation et d'ajustement structurel mené avec l'appui des bailleurs de fonds.

Figure 1 – Évolution du PIB et de la consommation privée par habitant 1960-1995
(aux prix de 1984; base 100 = 1960)



Source : Instat, calculs Madio.

national. À l'instar de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la crise économique s'est traduite par une chute prononcée des ressources publiques, engendrant la déchéance des instituts de statistiques, qui n'ont jamais été considérés comme prioritaires. En second lieu, un indicateur comme le PIB par tête ne donne qu'une approximation très déformée du niveau de vie des ménages. En effet, certaines composantes du PIB ne leur reviennent jamais, et sont absorbées par d'autres agents économiques (entreprises, État, etc.). Une augmentation du PIB par tête est tout à fait compatible avec une baisse du niveau de vie de la population.

Si la consommation privée par tête, au sens de la comptabilité nationale, est une meilleure mesure du niveau de vie, son mode de calcul est entaché d'incertitudes, ce qui brouille le diagnostic. En effet, la consommation finale des ménages est estimée par solde, une fois connues toutes les autres composantes de l'équilibre emplois-ressources (offre productive, investissement, consommation des administrations, commerce extérieur). C'est donc à ce niveau que se cumulent toutes les erreurs commises sur les autres postes.

Face à un tel flou, les sceptiques concluront qu'en fait, on ne sait rien sur la véritable évolution du niveau de vie des ménages, et pourront même éventuellement prétendre, à partir d'informations partielles et anecdotiques, que celui-ci a augmenté. Sans aller jusqu'à adopter une telle posture, il faut convenir qu'on sait peu de choses dans ce domaine, et que tout reste à faire.

Aussi cette étude se propose d'analyser l'évolution de la consommation des ménages sur longue période, à partir de données d'enquêtes réalisées depuis plus de trente ans à Madagascar. Compte tenu des données disponibles, nous restreignons le champ de notre travail à l'agglomération d'Antananarivo. Ces enquêtes permettent d'aller au-delà de la seule évolution de la consommation globale, notamment en portant un diagnostic plus fin en fonction des postes de dépenses

et suivant le type de ménages considéré. Cinq enquêtes budget des ménages ont pu être mobilisées : 1961-1962, 1968-1969, 1977-1978, 1993-1994, 1995.

Nous procéderons d'abord à un cadrage rapide de la dynamique de la population et de la structure des emplois au cours des trente-cinq dernières années, puis à l'analyse de l'évolution de la consommation des ménages depuis l'indépendance. Ensuite, nous examinerons la question alimentaire, puis nous appréhenderons le phénomène de la différenciation sociale à partir d'indicateurs d'inégalité des niveaux de vie. Enfin, nous chercherons à apprécier les stratégies mises en œuvre par les ménages, pour s'adapter à un environnement durablement récessif.

Dynamique de la population de la capitale

Une croissance démographique relativement lente

À la différence de la plupart des grands centres urbains d'Afrique subsaharienne, Antananarivo est une ville de peuplement ancien dont la croissance a été plus lente que les autres mégapoles africaines. En 1995, on estimait la population de l'agglomération à 950 000 personnes. Mais celle-ci atteignait 43 000 au début du siècle, alors que beaucoup de villes « millionnaires » du sous-continent n'étaient encore que de petites bourgades. Sur près d'un siècle, la croissance aura été de 3,3% l'an.

En fait, il convient de distinguer deux sous-périodes. Jusqu'à l'indépendance, la population de la capitale a augmenté de 3% par an en moyenne. En 1960, Antananarivo comptait 248 000 habitants, et ils étaient 452 000 en 1975. Donc, depuis l'indépendance, le taux de croissance de la population tananarivienne s'est accéléré, et s'est stabilisé au niveau de 4% par an. À titre de comparaison, Yaoundé, capitale du Cameroun, qui ne regroupait que 53 000 habitants en 1957, en comptait près de 800 000 en 1993, ce qui correspond à un taux de croissance annuel de 7,9%.

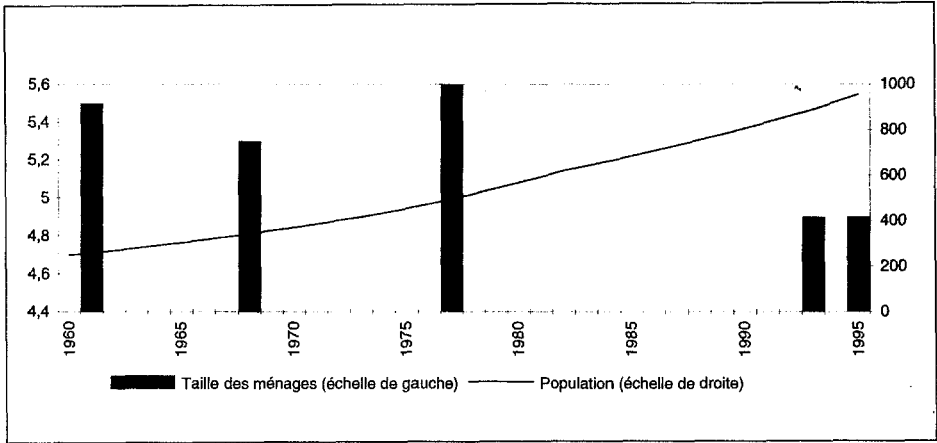
La croissance démographique de la capitale s'accompagne d'une lente réduction de la taille des ménages au cours du temps. Alors que dans les années soixante, la taille moyenne des ménages était de 5,5 personnes, elle n'est plus que de 4,9 en 1995. De plus, le modèle de la famille nucléaire, sans constituer encore une véritable norme, est prédominant. 56% des ménages sont composés de couples, avec ou sans enfants, contre 25% à Yaoundé. Il s'agit là d'une spécificité malgache, en regard des standards observés en Afrique subsaharienne.

Cette atonie, toute relative, s'explique par le contexte économique régressif de Madagascar. La baisse continue des niveaux de vie depuis plus de vingt-cinq ans (*fig. 1*), aussi bien en ville qu'à la campagne, est peu propice au phénomène d'explosion urbaine (au moins dans un contexte de paix civile). En conséquence, Madagascar se caractérise aujourd'hui par une très forte fixation des populations dans les campagnes, dominées par des stratégies d'autosubsistance paysanne. Cela se traduit par un faible taux d'urbanisation et une dynamique migratoire très limitée.

En 1995, seulement 27% des habitants de la capitale sont des migrants². À titre de comparaison, plus de la moitié des habitants de Yaoundé étaient des migrants en 1993. De plus, il s'agit d'une migration de proximité, puisque 50% des migrants

2 Définis comme l'ensemble des personnes qui ne sont pas nées dans la capitale.

Figure 2 – Dynamique de peuplement de l'agglomération d'Antananarivo 1960-1995



Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

sont originaires de la province d'Antananarivo. Il faut voir dans la faible amplitude des mouvements migratoires la conséquence du sous-développement des infrastructures routières, qui limite la circulation des hommes sur le territoire et renforce l'enclavement des régions.

L'absence de brassage des populations confère à Antananarivo une grande homogénéité ethnique, contrairement à ce que son statut de capitale nationale aurait pu laisser présager. 86 % des habitants sont d'origine Merina. Si l'on y ajoute les 6 % de Betsileo vivant à Antananarivo, 92 % de la population proviennent des Hauts Plateaux. Encore une fois, à Yaoundé, la population d'origine locale (groupe « beti et assimilé ») n'excédait pas 40 % et croissait à un rythme nettement inférieur aux populations allogènes.

Il est intéressant de noter que la part des populations Merina parmi les habitants de la capitale est restée stable depuis l'indépendance, puisqu'elle était déjà de 86 % en 1960. Mais parmi les non-Merina, une forte recomposition s'est opérée depuis lors, au détriment des étrangers, et surtout des Français. Ces derniers, qui représentaient encore 15,7 % de la population en 1958, n'étaient plus que 6,5 % en 1960 (premier reflux massif avec l'indépendance) et à peine 0,1 % aujourd'hui. Ce sont essentiellement les migrants des autres ethnies malgaches non originaires de la région qui ont profité de ce mouvement, puisque, de 5 % en 1961, ils regroupent 13 % des Tananariviens en 1995.

Le vieillissement de la population et la croissance de la scolarisation

En trente-cinq ans, la structure démographique de la population s'est transformée, avec la baisse de la fécondité et l'allongement de l'espérance de vie des Malgaches. Alors qu'en 1960, plus de 46 % des habitants de la capitale avaient moins de 15 ans, ils ne sont plus que 36 % en 1995. Ce déplacement s'est fait au

Figure 3 – Composition ethnique de l'agglomération d'Antananarivo 1960-1995

	Population		TCAM (%)	Répartition (%)	
	1960	1995	1960-1995	1960	1995
Malgache	226 600	945 500	4,2 %	91,4	99,0
– Merina	214 400	823 200	3,9 %	86,5	86,2
– Betsileo	6 600	60 200	6,5 %	2,7	6,3
– Autres	5 600	62 100	7,1 %	2,2	6,5
Étranger	21 300	10 000	-2,1 %	8,6	1,0
– Français	16 000	1 000*	-7,6 %	6,5	0,1
– Autres	5 300	9 000	1,5 %	2,1	0,9
Total	247 900	955 000	3,9 %	100	100

TCAM : taux de croissance annuel moyen.

* Les données de 1995 sous-estiment le nombre de Français, dans la mesure où la question posée dans l'enquête porte sur la « communauté d'appartenance ». Donc, tous les Français d'origine malgache qui ont déclaré leur ethnité d'origine n'ont pas été comptabilisés comme Français.

Sources : Recensements urbains, 1959-1960, enquête 1-2-3, 1995, INSRE, Madio, nos propres calculs.

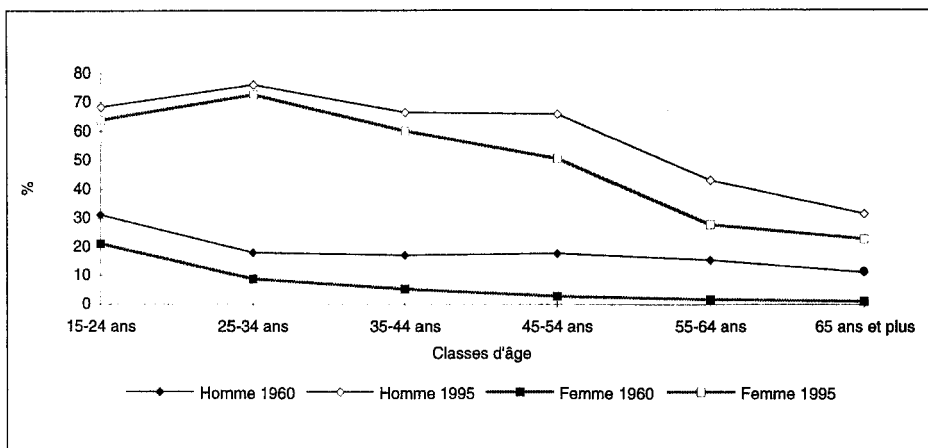
profit des tranches d'âge actif, ce qui a pour effet d'améliorer le ratio personnes à charge/population en âge de travailler. Les 15-54 ans représentent aujourd'hui 58% de la population contre 47% en 1960. La part des plus vieux, 55 ans et plus, reste stable autour de 6%.

Mais c'est sur le front de la scolarisation qu'on observe les plus grands changements au cours des trente-cinq dernières années, et ce, à tous les niveaux. En 1960, seuls 16% des Malgaches de plus de 14 ans avaient fréquenté l'école au-delà du primaire. En 1995, cette proportion atteint 64%. La figure 4 montre que, quelle que soit la classe d'âge considérée, les progrès accomplis ont été spectaculaires.

De plus, un effort considérable de réduction des écarts entre les sexes a été réalisé. Aujourd'hui et à titre d'exemple, près de 75% des hommes et des femmes âgés de 25 à 34 ans ont dépassé le cycle primaire (respectivement 76% et 73%). En 1960, ils représentaient moins de 20% des hommes et moins de 10% des femmes. Aujourd'hui et pour les plus jeunes (moins de 30 ans), les différences d'accès à l'école entre hommes et femmes ont été presque totalement éliminées pour l'enseignement primaire et le secondaire premier cycle. Ce n'est qu'au-delà (enseignement secondaire, deuxième cycle, enseignement technique, université) que les hommes gardent un avantage notable.

L'accent mis sur la scolarisation par les autorités du pays, et la société dans son ensemble, remonte à la première République, et ne semble pas avoir été remis en question par les différents régimes qui se sont succédé depuis lors. En effet, ce n'est qu'au-delà de 45 ans, donc pour les générations d'âge scolaire avant l'indépendance, que les niveaux d'éducation chutent sensiblement et que la discrimination à l'encontre des femmes est significative.

Figure 4 – La montée des taux de scolarisation 1960-1995
(% d'une classe d'âge ayant été au-delà de l'école primaire)



Sources : Recensements urbains, 1959-1960, enquête 1-2-3, 1995, INSRE, Madio, nos propres calculs. Ne porte que sur la population malgache.

Le recul du salariat et l'informalisation d'Antananarivo...

Sur l'ensemble de la période, la déformation des emplois se fait au détriment des salariés, au profit des informels. En 1961, 70% des chefs de ménage appartenaient au secteur formel, soit comme salariés, soit en exerçant une profession libérale. Trente-cinq ans plus tard, ils ne sont plus que 46%. Parallèlement, la part des « informels » a doublé. Elle est passée de 20% à 41% des chefs de ménage. Le nombre de ménages informels a donc crû deux fois plus vite que leurs homologues formels (respectivement 6,8% et 3,4% par an). Le recul des taux de salarisation profite aussi, mais dans une moindre mesure, aux ménages dont le chef est inactif ou chômeur, qui passent de 10% à 13% sur la période.

Une analyse plus fine montre que, parmi les chefs de ménage salariés, qui représentaient 63% des chefs de ménage en 1961 et qui ne sont plus que 51% en 1995, la régression a surtout touché les cadres supérieurs (qui passent de 4,3% à 2,3%) et les employés (de 22,3% à 13,9%). Cette baisse s'explique avant tout par la réduction du poids relatif de l'administration dans la structure des emplois.

... qui reflètent la montée des emplois industriels et leur chute dans l'administration

Toutes ces transformations apparaissent clairement lorsqu'on analyse l'évolution de la structure de la population active dans son ensemble entre 1960 et 1995. D'une part, la part des emplois de l'administration s'effondre de 26,3% à 13,2%, essentiellement au profit des emplois non salariés du secteur privé, traduisant le phénomène d'« informalisation » des emplois qui, eux passent de 22,3% à 39,2%.

D'autre part, on observe un transfert massif d'emplois du secteur des services, qui représentaient 71 % des emplois en 1960 et seulement 60 % en 1995, vers l'industrie. Le poids du secteur secondaire (y compris BTP) augmente de 21 % à 34 %, essentiellement du fait de l'explosion des activités du textile, de la confection et du cuir (5 % des emplois en 1960, mais 17 % en 1995). Ce bouleversement s'explique avant tout par l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail.

Cela amène à souligner deux résultats importants. En premier lieu, l'empreinte du socialisme, qui aurait dû se traduire par des effectifs publics pléthoriques, a été totalement effacée. On ne peut malheureusement pas savoir si le reflux des emplois publics a été amorcé au début des années quatre-vingt, avec la politique de libéralisation, ou s'il s'agit d'un mouvement structurel beaucoup plus ancien. Toujours est-il que les emplois publics (y compris dans les entreprises publiques) ne représentent plus que 16 % des emplois, alors que par exemple à Yaoundé ils en regroupent 30 %. On peut même affirmer que la société malgache est sous-encadrée. En second lieu, et contrairement à une idée reçue, la crise n'a pas donné lieu à une tertiarisation du marché du travail, mais au contraire à son industrialisation, même si elle est avant tout informelle.

Figure 5 – Structure des emplois à Antananarivo entre 1960 et 1995 (%)

	1960	1995		1960	1995
Secteur institutionnel			Branche d'activité		
Administration	26,3	13,2	Secteur primaire	7,9	6,0
Entreprises publiques	3,4	2,9	Secteur secondaire	21,0	34,0
Secteur privé	70,3	83,9	– dont textile,		
– salariés	48,0	44,7	confection, cuir	4,6	16,8
– non salariés	22,3	39,2	Secteur tertiaire	71,1	60,0
			– dont commerce	16,1	19,3
Total	100	100	Total	100	100

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, Madio, nos propres calculs. Il s'agit de la population active occupée (hors non rémunérés) de 15 ans et plus.

Trente-cinq ans de régression de la consommation des ménages

Une baisse continue de la consommation...

En volume, la consommation par tête des ménages a chuté de -44,5 % entre 1961 et 1995. Alors qu'en moyenne, chaque Tananarivien dépense 788 000 francs malgaches pour sa consommation en 1995, aux prix de cette même année, son budget était de 1 418 000 francs malgaches en 1961, soit une baisse annuelle de -1,7 % en volume. En fait, la régression des niveaux de vie n'a pas cessé depuis

l'indépendance, seule l'intensité de la régression semble changer au cours du temps. Bien que les dates d'enquêtes imposent une périodisation qui n'est pas nécessairement liée au cycle économique, certaines années semblent avoir été plus néfastes que d'autres.

En premier lieu, dès les premières années de la première République, la situation s'est dégradée, à un rythme annuel moyen de -1,1%. Ce rythme s'est fortement accéléré avec la mise en place de la seconde République, et jusqu'à la période d'investissement à outrance, puisqu'en 1977-1978, la consommation par tête n'était déjà plus que de 998 000 francs malgaches (aux prix de 1995), quand elle valait encore 1 299 000 francs malgaches huit ans auparavant, soit une baisse de -2,9% l'an.

Figure 6 – Évolution de la consommation par tête par poste de dépense entre 1961 et 1995 (en francs constants 1995)

	1961	1968-1969	1977-1978	1993-1994	1994-1995
Alimentation (Fmg 1995)	560 929	507 895	460 617	464 434	372 472
(Évolution depuis 1961, en %)		-9,1 %	-17,9 %	-17,2 %	-33,6 %
Habillement (Fmg 1995)	111 385	50 240	50 658	55 170	50 650
(Évolution depuis 1961, en %)		-54,9 %	-54,5 %	-50,5 %	-54,5 %
Santé, soins personnels (Fmg 1995)	61 241	46 097	44 744	22 411	32 801
(Évolution depuis 1961, en %)		-24,7 %	-26,9 %	-63,4 %	-46,4 %
Autres (Fmg 1995)	682 821	652 162	412 948	384 620	323 938
(Évolution depuis 1961, en %)		-4,5 %	-39,5 %	-43,7 %	-52,6 %
Consommation totale (Fmg 1995)	1 417 898	1 253 940	997 530	934 256	787 581
(Évolution depuis 1961, en %)		-11,6 %	-29,7 %	-34,1 %	-44,5 %
Consommation totale (Comptes nationaux) (Fmg 1995)	1 726 571	1 765 381	1 470 570	962 463	949 713
(Évolution depuis 1961, en %)		+2,2 %	-14,8 %	-44,3 %	-45,0 %

Y compris autoconsommation et loyers imputés. Les deux séries n'ont pas le même champ (national pour les comptes nationaux, Antananarivo pour les enquêtes), et surtout différent fondamentalement dans leur méthodologie d'élaboration (les enquêtes budget-consommation ne sont pas utilisées pour la confection des comptes, où la consommation est calculée par solde).

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

Il est difficile de porter un diagnostic précis sur la dynamique séparant les deux enquêtes suivantes (1977-1978 et 1993-1994), dans la mesure où la conjoncture économique a connu de profonds bouleversements. S'il n'est pas à écarter la possibilité d'améliorations ponctuelles à la fin des années soixante-dix et des années quatre-vingt, que l'on retrouve dans les données de la comptabilité nationale, il n'en reste pas moins qu'en seize ans, la consommation par tête a reculé de -0,4% par an.

Enfin, la dernière année (1994-1995) a été particulièrement critique pour les ménages, avec un recul de la consommation par tête de -15,7%. Cette aggravation dramatique de la situation s'explique par l'accélération sans précédent du processus inflationniste, sans que la grande majorité des revenus soient indexés à l'augmentation des prix à la consommation.

... qui n'épargne aucun poste budgétaire

La baisse de la consommation affecte tous les postes budgétaires. L'harmonisation des nomenclatures des différentes enquêtes permet d'isoler quatre postes : *alimentation*, *habillement*, *santé-soins personnels* et *autres dépenses*. Ce sont ces dernières, ainsi que l'*habillement* qui enregistrent les plus fortes contractions, supérieures à -52% en trente-cinq ans. Mais même les dépenses de consommation de biens de première nécessité sont touchées. Ainsi, les dépenses de *santé* chutent de -46,4% en volume et l'*alimentation* de -33,6%.

L'évolution sur les dernières années semble annoncer un phénomène de saturation. Alors que l'*alimentation* avait été relativement préservée jusqu'en 1993-1994 (avec une réduction de -17% depuis 1961, quand la consommation totale chutait de -34,1%), les ménages ont été contraints de réduire dramatiquement leur consommation alimentaire en 1994-1995, à un rythme beaucoup plus rapide que les autres postes. En effet, sur un an, la consommation alimentaire a reculé de 18,8%, alors que le reste de la consommation n'était amputé « que » de -13,3%. Cela pourrait signifier que la consommation non alimentaire a atteint un seuil incompressible, et que les ménages sont acculés à porter leur effort sur l'*alimentation*.

La conjonction de la faible élasticité-revenu des dépenses alimentaires et d'une évolution défavorable des prix des denrées alimentaires, conduit les ménages à consacrer une part de plus en plus importante à l'alimentation. Si le coefficient budgétaire alimentaire ne dépassait pas 38% en 1961, il accapare près de la moitié des dépenses en 1995.

Notons, pour conclure sur ce thème, que contrairement au postulat de nombreuses analyses économiques, il est très difficile de survivre en ville sans consacrer une certaine part de son budget à des postes autres que l'alimentation. Que ce soit dans la situation actuelle ou dans une perspective encore plus dramatique, les ménages consacraient toujours une part de leur budget à des dépenses non alimentaires (habillement, chauffage, santé). Ce n'est qu'à un niveau extrême, proche du minimum vital, que les dépenses ne seraient plus consacrées qu'à l'alimentation.

Figure 7 – Coefficients budgétaires et indices des prix à la consommation entre 1961 et 1995
(base 100 : 1961)

	1961		1968-1969		1977-1978		1993-1994		1994-1995	
	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix
Postes budgétaires										
Alimentation	37,8	100	39,1	116,4	47,6	227,3	50,0	2 188,5	47,3	3 574,3
Habillement	9,5	100	4,9	117,6	6,2	214,2	6,3	1 832,5	6,4	2 822,9
Santé, soins personnels	4,5	100	4,0	120,5	4,8	219,5	2,5	2 102,8	4,2	3 309,0
Autres	48,2	100	52,0		41,4		41,2		42,1	
Consommation totale	100	100	100	115,5	100	211,2	100	2 081,0	100	3 420,6

Y compris autoconsommation et loyers imputés.

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

La question alimentaire

Dans ce contexte d'appauvrissement généralisé, la question alimentaire mérite une attention particulière. En effet, d'une part les ménages consacrent à l'alimentation la plus grande part de leurs dépenses. D'autre part, la ration alimentaire de la population conditionne fortement l'état de santé des individus, qui lui-même est un facteur primordial de la croissance à long terme du pays. Les travaux économiques récents liés à la problématique de la croissance endogène ont montré l'importance de la santé sur la productivité du travail. Par ailleurs, l'homogénéité et la faible diversification des produits alimentaires au cours du temps limitent les problèmes méthodologiques de calcul des volumes consommés.

Un repli sur les produits de première nécessité.

Si globalement la consommation alimentaire a régressé de -32,4% en volume, on observe de gros écarts suivant le type de produits. Comme on pouvait s'y attendre, les ménages ont dû sacrifier en priorité les aliments les plus onéreux, et jugés non essentiels, pour se rabattre sur les produits de première nécessité. En conséquence, les produits d'*épicerie*, les *boissons* et les *viandes-poissons* ont payé le plus lourd tribut à la contraction des revenus des ménages. La consommation de *viandes-poissons* et l'achat de *boissons* ont été divisés par deux, tandis que les dépenses des produits d'*épicerie* ne représentent plus qu'un cinquième de celles de 1961. Les *fruits*, les *légumes* et les articles de *crémèrie* enregistrent des baisses de l'ordre de -30% à -40% sur la même période. Enfin, les *céréales*, *farineux* et *légumineuses* sont les produits qui résistent le mieux, malgré une réduction en volume d'environ -10% en trente-cinq ans.

Figure 8 – Évolution de la consommation alimentaire par tête en 1961 et 1995
(en francs constants de 1995)

	1961	1968-1969	1977-1978	1993-1994	1994-1995
Farineux (Fmg 1995)	192 847	159 504	157 703	183 002	172 734
(Évolution depuis 1961, en %)		-17,3 %	-18,2 %	-5,1 %	-10,4 %
Légumes (Fmg 1995)	59 770	52 399	54 410	48 275	35 760
(Évolution depuis 1961, en %)		-12,3 %	-9,0 %	-19,2 %	-40,2 %
Fruits (Fmg 1995)	13 407	10 787	10 735	13 045	9 101
(Évolution depuis 1961, en %)		-19,5 %	-19,9 %	-2,7 %	-32,1 %
Viandes (Fmg 1995)	183 304	173 980	118 464	93 045	90 111
(Évolution depuis 1961, en %)		-5,1 %	-35,4 %	-49,2 %	-50,8 %
Crémerie (Fmg 1995)	41 956	34 205	34 607	47 113	30 456
(Évolution depuis 1961, en %)		-18,5 %	-17,5 %	+12,3 %	-27,4 %
Épicerie (Fmg 1995)	72 144	40 186	32 113	30 260	15 417
(Évolution depuis 1961, en %)		-44,3 %	-55,5 %	-58,1 %	-78,6 %
Boissons (Fmg 1995)	7 691	13 672	17 866	19 708	3 755
(Évolution depuis 1961, en %)		+77,8 %	+132,3 %	+156,3 %	-51,2 %
Restaurant (Fmg 1995)	6 890	24 330	50 540	9 522	15 138
(Évolution depuis 1961, en %)		+253,1 %	+633,5 %	+38,2 %	+119,7 %
Total alimentation (Fmg 1995)	560 929	507 895	460 617	435 650	380 023
(Évolution depuis 1961, en %)		-9,1 %	-17,9 %	-17,2 %	-32,3 %

Y compris autoconsommation.

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

La consommation de riz passe de 135 à 107 kilos en trente-cinq ans

Pour affiner le diagnostic, il est possible, à partir des enquêtes et pour un certain nombre de produits clés, d'estimer les quantités consommées en kilogrammes. C'est la consommation de viande qui est la plus durement touchée, avec des baisses allant de -60 % à -80 % suivant le type. Ainsi, chaque Tananarivien mangeait en moyenne 19 kilos de viande de bœuf et 9 kilos de viande de porc par an en 1961. En 1995, ils doivent se contenter de 8 kilos de bœuf et 2 kilos de porc. Pour le sucre, la consommation a été divisée par deux, et pour le pain elle n'est plus que de 7 kilos en 1995 contre 12 kilos en 1961.

La consommation de riz, produit symbolique s'il en est à Madagascar, et plus encore sur les Hauts Plateaux, a elle aussi été affectée, avec un recul de -21 %. De 135 kilos en 1961, on est passé à 107 kilos par personne et par an en 1995. Donc, non seulement la quantité consommée a baissé, mais la composition des plats s'est aussi dégradée. Si en 1961, les habitants de la capitale disposaient de 370 grammes de riz par jour qu'ils pouvaient accompagner de 85 grammes de viande, en 1995 ils ne mangent plus que 295 grammes de riz assortis d'à peine 30 grammes de viande.

Ces quantités consommées peuvent être transformées en calories, afin d'estimer la ration énergétique de la diète des Tananariviens. Globalement, les six produits identifiés précédemment assuraient en 1961 une ration journalière de 1 713 calories par personne. En 1995, celle-ci n'est plus que de 1 217 calories par jour et par personne, soit une baisse de -29%. De plus, la diète s'est appauvrie, puisque le riz représente aujourd'hui 87% de l'ensemble des calories générées par ces six produits de base, contre moins de 78% en 1961.

Il ne fait donc aucun doute que le bilan alimentaire s'est profondément dégradé, aussi bien en quantité qu'en qualité, et qu'il a atteint aujourd'hui un niveau critique. L'apport calorique moyen (par jour et par personne), tous produits confondus, est de 1 661 calories en 1995, alors qu'il atteignait 1 978 calories un an auparavant. De plus, 75% des Tananariviens ont une consommation énergétique inférieure au seuil de 2 100 calories, établi comme norme internationale permettant de satisfaire les besoins énergétiques nécessaires à une vie « saine ».

Pour apprécier les carences et la dégradation de la diète des Tananariviens, il conviendrait d'établir un bilan nutritionnel plus complet, dépassant la seule ration énergétique (apports en vitamines, sels minéraux, calcium, répartition entre protides, lipides et glucides, etc.). À ce niveau d'analyse, il convient de mentionner la chute dramatique de la consommation en protéines d'origine animale.

L

Figure 10 – Valeur calorique de la ration journalière de quelques produits alimentaires (1961-1995)

	1961	1977-1978	1993-1994	1995	Variation 1961-1995
Riz	1 335,4	1 108,6	1 118,5	1 058,3	-20,7 %
Pain	80,1	51,7	127,5	46,3	-42,2 %
Viande de bœuf	112,8	82,0	61,8	47,6	-57,8 %
Viande de porc	89,5	53,6	33,0	21,6	-75,8 %
Viande d'abats	12,5	7,1	10,2	3,9	-68,6 %
Sucre	82,5	51,9	58,7	39,4	-52,2 %
Total (6 produits)	1 713	1 355	1 410	1 217	-28,9 %

Y compris autoconsommation. Les quantités consommées en 1968 ne sont pas disponibles.
Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

Figure 11 – Coefficients budgétaires alimentaires et indices des prix à la consommation entre 1961 et 1995 (base 100 : 1961)

	1961		1968-1969		1977-1978		1993-1994		1994-1995	
	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix	Coef. budg.	Prix
Postes budgétaires										
Farineux	28,4	100	32,4	145,8	30,1	242,0	41,3	2 621,2	46,4	4 333,6
Légumes	9,3	100	8,2	105,8	9,5	208,4	9,6	2 118,3	9,6	4 071,8
Fruits	4,1	100	3,2	101,2	3,5	198,2	3,7	1 531,9	2,4	2 057,0
Viandes	40,1	100	37,2	102,9	32,3	232,5	22,9	1 915,9	24,2	2 913,5
Crémérie	8,0	100	6,8	110,6	7,6	216,4	10,7	2 104,8	8,2	3 345,8
Épicerie	7,9	100	5,5	133,1	4,0	211,5	5,6	2 851,6	4,1	5 838,0
Boissons	1,1	100	2,3	120,3	3,6	258,9	3,8	2 239,4	1,0	4 421,8
Restaurant	1,1	100	4,4	121,6	9,4	224,2	2,4	2 610,4	4,1	4 093,3
Consommation totale	100	100	100	116,4	100	227,3	100	2 188,5	100	3 574,3

Y compris autoconsommation et loyers imputés.
Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

relativement moins vite que les autres produits alimentaires sur longue période. En effet, le prix de la viande n'a été multiplié « que » par 29,1 en trente-cinq ans contre 35,7 pour l'ensemble de l'« alimentation ». Un rattrapage des prix de la viande sur les autres produits aurait un effet catastrophique sur la consommation de viande. Quant aux *farineux, féculents et tubercules*, ils ont enregistré une augmentation de leur coefficient budgétaire plus rapide en valeur qu'en volume, à cause d'une croissance des prix supérieure à la moyenne. Celle-ci pourrait traduire un problème d'offre (production et approvisionnement) de ces produits.

Enfin, les produits d'*épicerie* ont été doublement affectés par la baisse des revenus (alors qu'ils ont une forte élasticité-revenu) et une croissance rapide de leurs prix.

Niveau de vie et différenciations sociales

Une double régression : chute des niveaux de vie et accroissement des inégalités

Sur longue période, ce sont les *ménages informels* qui ont payé le plus lourd tribut à la dynamique récessive des niveaux de vie. En moyenne, leur consommation a été réduite de plus de -45,9%, contre -37,9% pour les *ménages inactifs/chômeurs* et -37,3% pour les *ménages formels*. En fait, il convient de distinguer plusieurs sous-périodes, caractéristiques des grandes orientations de développement économique :

- sous la première République et dans la première phase de la seconde République (avant le virage libéral), la situation est plutôt défavorable aux *ménages informels*;

- ensuite, ce sont au contraire les *ménages formels* qui subissent les plus lourdes pertes. L'ajustement se fait au détriment des salariés, qui perdent une partie plus importante de leur pouvoir d'achat.

Ce double tempo est compatible avec les différentes politiques économiques mises en œuvre depuis l'indépendance. Lors de la première République, et dans la lignée de la période coloniale, l'élite salariale jouissait d'un statut privilégié qui se justifiait par l'idée en vogue à l'époque, selon laquelle les secteurs non salariaux, jugés archaïques, seraient progressivement absorbés par le processus de modernisation escompté. Ce biais en faveur de salariés a sans doute été encore accentué lors de la mise en place du socialisme malgache de la « première » seconde République, avec la phase de nationalisation et mainmise de l'État sur l'économie du pays. À l'instar de nombreux pays africains, les salariés, notamment les fonctionnaires et les employés des entreprises publiques, percevaient des rémunérations (salaires directs et avantages divers) largement supérieurs aux prix du marché.

Par contre, la seconde période, qui couvre aussi bien l'après-« investissement à outrance » de la seconde République que la troisième République, se caractérise par une politique de répression salariale. Asphyxié financièrement, l'État malgache a cherché à résoudre la contrainte budgétaire par les moyens qui lui étaient les plus faciles à mettre en œuvre. L'attention a été plus portée sur la compression des

dépenses (investissements publics, dépenses de fonctionnement, puis dépenses de salaires) que sur l'augmentation des recettes. Cette stratégie, accompagnée de dévaluation à répétition a conduit à la dépression prolongée que l'on connaît.

La politique salariale restrictive, qui a touché aussi bien le secteur public que le secteur privé, à travers la gestion du salaire minimum, a conduit à une désindexation des salaires sur les prix, alors que, parallèlement, les non-salariés conservaient une certaine marge de manœuvre pour augmenter leurs prix, dans ce contexte de libéralisation. La dynamique migratoire modérée, limitant l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre, conjuguée à un processus de substitution de la consommation en faveur du secteur informel suite à la contraction des revenus des ménages, a limité la chute des revenus informels.

Figure 12 – Évolution de la consommation par tête par secteur institutionnel entre 1961 et 1995 (en francs constants 1995)

	1961	1968-1969	1977-1978	1993-1994	1994-1995
Formel (Fmg 1995) (Évolution depuis 1961)	1 521 744	1 388 991 -8,7 %	1 161 891 -23,7 %	1 077 402 -29,2 %	954 312 -37,3 %
Informel (Fmg 1995) (Évolution depuis 1961)	1 073 952	881 656 -17,9 %	656 932 -38,8 %	780 271* -27,4 %	581 021 -45,9 %
Inactifs/chômeurs (Fmg 1995) (Évolution depuis 1961)	1 369 561	1 489 995 +8,8 %	885 302 -35,4 %	964 944 -29,5 %	850 349 -37,9 %

* L'augmentation de 18,8% de la consommation des « ménages informels » entre 1977-1978 et 1993-1994 est assez improbable. Il convient de considérer ce chiffre avec circonspection.

Y compris autoconsommation et loyers imputés. Les « ménages formels » sont composés des ménages salariés et des professions libérales.

Source : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

Cette interprétation est confortée par l'analyse de la consommation par catégories socioprofessionnelles (CSP) chez les salariés. Non seulement la première République a favorisé les salariés au détriment des non-salariés, mais elle a aussi encouragé un élargissement de la hiérarchie salariale. En effet, les cadres ont vu leur consommation croître de +30% entre 1961 et 1968, tandis que les salariés moins qualifiés (employés, ouvriers, manœuvres) ont dû se contenter d'une stagnation de leur niveau de consommation. Par contre et toujours dans cet environnement « pro-salariés », la « première » seconde République se montre plus égalitaire, même si les CSP les moins riches sont aussi celles qui subissent la plus forte contraction de leur niveau de vie.

La période d'ajustement, commencée au début des années quatre-vingt, s'avère plus progressive et va dans le sens de la réduction des inégalités entre les ménages. D'une part, nous l'avons vu, les salariés qui se trouvent au sommet de la pyramide sociale sont plus touchés que les autres dans leur pouvoir d'achat. D'autre part, les disparités salariales s'atténuent. Ainsi, la chute de la consommation par tête diminue progressivement, des cadres supérieurs (-36,3%) aux manœuvres (-9,1%), entre 1978 et 1995. Mais il s'agit en fait d'un nivellement par le bas.

Finalement, sur l'ensemble de la période 1961-1995, les écarts entre les *ménages formels* et les *ménages informels* se sont creusés. Les premiers, qui occupaient déjà une position privilégiée à l'indépendance, avec une consommation par tête supérieure de 42% à celle des seconds, sont encore plus favorisés (en termes relatifs, puisque leur consommation a chuté fortement) aujourd'hui, puisque la différence est de +64,2% en 1995. Et ce malgré le repli enregistré depuis le début des années quatre-vingt, l'enquête de 1977-1978 faisant état d'un avantage au bénéfice des *ménages formels* de près de 77%.

Donc, contrairement à une idée reçue, ce n'est pas la seule classe moyenne qui a été laminée depuis l'indépendance, mais l'ensemble des ménages, en commençant par les plus pauvres. Le sentiment de disparition de la classe moyenne s'explique par le fait que, d'une part, l'écart entre celle-ci et les élites nationales s'est sans doute accru³ et, d'autre part, qu'en niveau, leur standard de vie s'est éloigné des standards occidentaux.

D'ailleurs, la dynamique des prix à la consommation sur longue période conforte l'évolution régressive de la distribution de la consommation. Les plus pauvres ont été les plus affectés par la récession. En effet, depuis l'indépendance, la croissance des prix à la consommation des biens de première nécessité, dont le poids dans le panier de consommation des plus pauvres est le plus élevé, a été plus rapide que celle de l'indice général. En trente-cinq ans, les prix des PPN et l'IPC ont été multipliés respectivement par 51,6 et 42,6, la palme revenant aux prix du riz, qui ont été multipliés par 60.

Bien sûr, l'inflation différentielle n'est qu'un indicateur biaisé de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages dans la mesure où il ne tient pas compte de la possible évolution divergente des revenus nominaux entre catégories de ménages. Elle n'en reste pas moins compatible avec les résultats observés pour les consommations en volume.

3 Il faut noter que les enquêtes statistiques, portant de plus sur des échantillons aussi faibles (de 400 à 2 500 ménages), ne permettent pas de traiter de façon satisfaisante des problèmes d'inégalités sociales. En effet, les queues de distribution sont sous-représentées dans les échantillons. C'est vrai en bas de l'échelle, dans la mesure où les populations marginales sans domicile fixe sont exclues *de facto* du champ des enquêtes, mais aussi en haut de l'échelle sociale, où la frange la plus riche de la population est trop peu nombreuse pour être bien représentée dans les enquêtes. Cela pose un véritable problème, car les signes les plus visibles de l'inégalité sociale, qui conditionnent souvent les réactions les plus marquées des populations à cette inégalité, sont donnés par ces deux couches sociales (luxue insolent d'un côté et extrême pauvreté de l'autre).

Figure 13 – Évolution de la consommation par tête des ménages salariés entre 1961 et 1995 (en francs constants de 1995)

	1961	1968-1969	1977-1978	1994-1995
Cadre supérieur (Fmg 1995)	3 146 972	4 019 711	3 125 866	1 992 080
(Évolution depuis 1961, en %)		+27,7 %	-1,0 %	-36,9 %
Cadre moyen (Fmg 1995)	2 047 670	2 615 561	2 018 031	1 438 251
(Évolution depuis 1961, en %)		+27,7 %	-1,3 %	-29,7 %
Employés (Fmg 1995)	1 598 595	1 504 646	1 042 635	760 944
(Évolution depuis 1961, en %)		-5,9 %	-34,8 %	-52,4 %
Ouvriers (Fmg 1995)	1 139 232	1 127 644	798 001	576 673
(Évolution depuis 1961, en %)		+1,0 %	-30,0 %	-49,4 %
Manceuvres (Fmg 1995)	825 817	776 272	535 086	489 310
(Évolution depuis 1961, en %)		-6,0 %	-35,2 %	-40,8 %

Y compris autoconsommation et loyers imputés.

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, Instat, Madio, nos propres calculs.

Les stratégies d'adaptation des ménages face à la crise, ou comment chasser les dinosaures avec un lance-pierres

Face à une dégradation aussi importante et surtout aussi continue des conditions de vie, on peut s'interroger sur la nature des réponses adoptées par les ménages pour tenter d'en limiter les effets. Potentiellement, les ménages peuvent agir à deux niveaux : chercher des sources complémentaires de revenus (essentiellement à travers une modification de l'offre de travail), changer leurs modes de consommation en optimisant leurs dépenses (modification de la demande de produits), ce qui peut conduire à une remise en question de leurs systèmes de préférences. Les données dont nous disposons montrent que les deux stratégies ont été mises en œuvre.

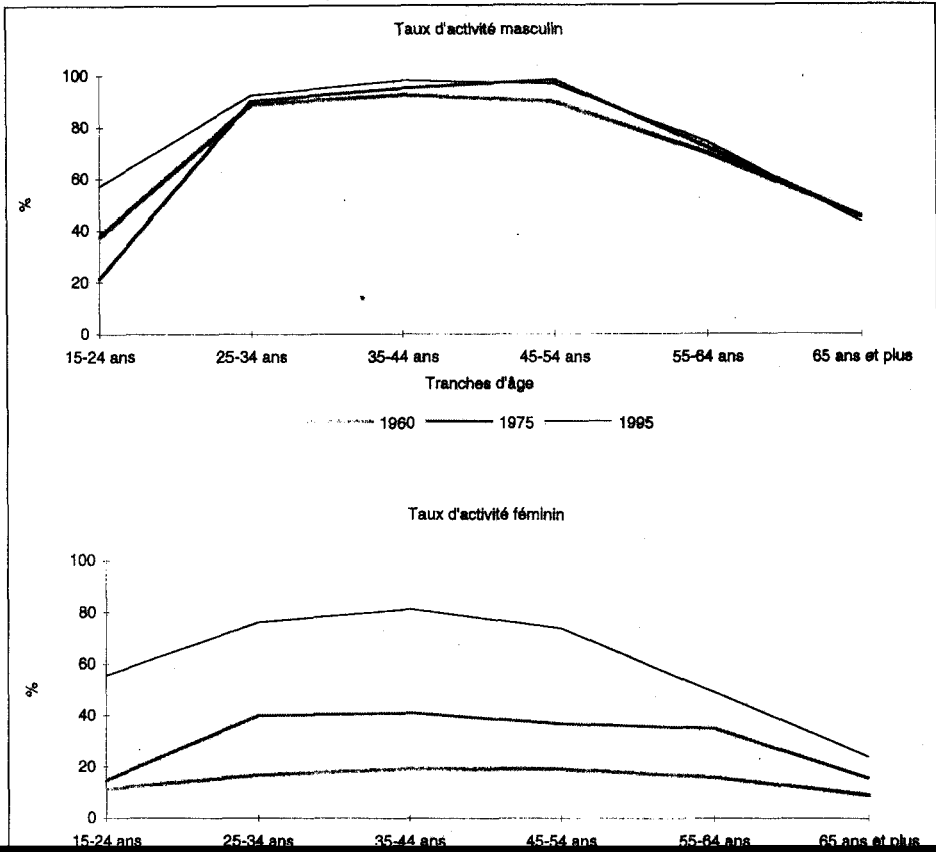
La formidable poussée des taux d'activités

En période de crise, surtout lorsqu'elle est aussi durable qu'à Madagascar, les ménages se voient contraints d'opérer des choix en matière d'offre de travail de leurs membres. Face à la contraction des revenus du travail, les ménages sont conduits à restructurer leur « combinaison productive » pour assurer la reproduction de l'unité domestique. La mobilisation de la main-d'œuvre des ménages peut être approchée par la mesure des taux d'activité.

En trente-cinq ans, le taux d'activité dans la capitale enregistre un véritable bond en avant. Il est passé de 41,2 % en 1960 à 60,5 % en 1995⁴. Il s'agit d'un

4 En fait, les recensements de 1960 et 1975 sous-estiment le véritable taux d'activité, dans la mesure où ils incluent parmi les inactifs les chômeurs et les actifs occupés non rémunérés (aides familiaux, etc.), contrairement aux normes internationales actuellement en vigueur. Nous avons donc adopté leur définition de l'activité, à des fins de comparaisons (fig. 8), même si les véritables taux d'activité sont supérieurs, notamment en 1995.

Figure 14 – Taux d'activité par sexe et par âge entre 1960 et 1995 (base comparable)



mentation des taux d'activité, dans la mesure où il y a tout lieu de penser que la proportion des chômeurs et des aides familiaux a gonflé avec la crise.

En fait, une analyse plus détaillée montre que l'insertion croissante sur le marché du travail s'explique essentiellement par la mise au travail des femmes. Alors que le taux d'activité des hommes est resté constant depuis l'indépendance, avec 68,5% en 1960 à 69,1% en 1995, celui des femmes passe de 15% à 53,1%. Il atteint même 65,9% si l'on suit la définition internationale de l'activité (et 79,6% chez les hommes). Le travail des femmes devient la norme, puisqu'aujourd'hui, près de deux femmes sur trois sont actives.

Si, en 1960, la division sexuelle du travail (les femmes dans la sphère non marchande, les hommes dans la sphère marchande) était une réalité, en 1995, l'exercice d'un emploi est incontournable pour une majorité de femmes, à l'instar de ce qui a toujours été observé chez les hommes. Cela ne signifie bien sûr pas que les travaux domestiques soient plus équitablement répartis, puisque la « double journée » des femmes reste une réalité tangible. Alors que les hommes ne consacrent que six heures aux travaux domestiques (tâches ménagères, portage d'eau, garde-malade, auto-construction, etc.), les femmes y passent plus de vingt-deux heures. Même lorsqu'elles sont actives, elles sont accaparées par les tâches domestiques, à raison de vingt heures hebdomadaires, sans que leur charge de travail soit très inférieure à celle des hommes (respectivement 39 et 44 heures par semaine).

La figure 14 montre que la montée en puissance du travail féminin n'épargne aucune classe d'âge, même si elle est moins forte chez les plus âgées d'entre elles (au-delà de 65 ans). Ainsi, dans la cohorte de celles qui avaient entre 15 et 24 ans en 1960, et qui ont donc aujourd'hui entre 50 et 59 ans, elles n'étaient que 10% à être employées en 1960, mais près de 55% aujourd'hui.

Il n'est bien sûr pas possible d'attribuer la croissance des taux d'activité, notamment chez les femmes, au seul effet de la récession économique. En effet, l'augmentation des taux de scolarisation, qui fait de l'insertion sur le marché du travail une trajectoire de plus en plus naturelle, joue aussi en faveur de ce changement culturel. Mais il est clair que dans le cas malgache, la mobilisation de la main-d'œuvre secondaire en temps de crise est le facteur prépondérant.

La pluriactivité est aussi un moyen de pallier la faiblesse et la baisse des revenus obtenus dans l'emploi principal. Il n'est malheureusement pas possible de quantifier son évolution au cours du temps, faute de données rétrospectives. Mais les résultats de 1995 montrent que l'ampleur du phénomène est beaucoup plus limitée qu'on ne l'a longtemps cru. À cette date, moins de 10% des actifs occupés exerçaient simultanément plusieurs emplois, avec un pic à 13% chez les fonctionnaires. En fait, les opportunités d'emplois secondaires sont faibles, et ce d'autant plus qu'une grande partie de ceux qui exercent dans le secteur informel sont en situation de sous-emploi invisible et sont obligés d'allonger au maximum leurs horaires pour accroître leurs revenus.

La mobilisation des réseaux de solidarité entre ménages pour capter des ressources supplémentaires en dehors des revenus du travail est aussi une stratégie qui peut être mise en œuvre par certains ménages en situation critique. Récemment, certains auteurs ont souligné l'importance des transferts inter-ménages comme mode de régulation socioéconomique en Afrique. En particulier,

on a pu avancer que c'est grâce à ce système généralisé de redistribution des revenus et des rentes que le continent a réussi à éviter nombre d'explosions sociales, qu'aurait dû engendrer des périodes de récession aussi prolongées.

Compte tenu de la relative nouveauté de ce centre d'intérêt, il n'existe pas de sources permettant la comparaison du poids des transferts au cours du temps. Par contre, les données collectées par Madio en 1995 permettent de faire le point sur cette thématique. En premier lieu, plus de la moitié des ménages n'est intégré dans aucun réseau de redistribution. Cette forme « d'individualisme » est une spécificité malgache en regard des standards africains en la matière. Ainsi, en 1993, 90 % des ménages de Yaoundé étaient donateurs ou récipiendaires de transferts monétaires.

En second lieu, le montant moyen des transferts nets est extrêmement faible, puisqu'il est inférieur à 1 % du revenu primaire d'activité, et presque nul pour les plus pauvres. À Madagascar, ces transferts ont un pouvoir redistributif régressif, puisqu'ils bénéficient d'abord aux plus riches, les seuls capables d'envoyer leurs proches à l'étranger. En 1995, le quartile le plus riche des ménages de la capitale a ainsi perçu 1,3 milliard de francs malgaches de transferts nets (essentiellement en provenance de l'extérieur), alors que le montant correspondant atteignait à peine 35 millions de francs malgaches pour le quartile le plus pauvre.

Enfin, la migration constitue aussi une réponse possible. Mais dans le cas malgache, les opportunités sont limitées. D'un côté, les migrations de retour vers les zones rurales n'ont pas vu le jour car les campagnes ont, elles aussi, été affectées par la récession, et elles restent encore aujourd'hui dans une situation défavorable par rapport aux villes. De l'autre, les migrations internationales sont particulièrement difficiles compte tenu de la situation géographique du pays et, de ce fait, sont surtout mises en œuvre par les catégories sociales les plus aisées.

Les modifications des comportements de consommation

Parallèlement à cette stratégie de mise au travail généralisée, les ménages ont aussi cherché à modifier leurs comportements de consommation pour atténuer l'impact de la baisse des revenus. Mais ici aussi, leur marge de manœuvre est extrêmement réduite. La modification des comportements de demande se caractérise par des stratégies de substitution entre les lieux d'achat et entre les produits.

Les substitutions de produits sont des phénomènes complexes, qui sont régis par des arbitrages purement économiques (prix/quantités), mais qui sont aussi largement conditionnés par des déterminants historiques et culturels (logiques d'imitation, valeur symbolique, etc.). Le riz constitue à Madagascar un cas d'école. Nous avons déjà noté qu'un transfert massif s'est opéré sur longue période en faveur des *céréales* au détriment des *vian*des, malgré la croissance deux fois plus rapide de leurs prix. Cependant, ces produits sont loin d'être équivalents, et il est difficile de considérer qu'il s'agit d'une véritable substitution.

La comparaison des consommations de riz et de pain (deux substituts potentiels en céréales) est plus pertinente. Elle montre clairement que leur évolution différentielle ne traduit pas seulement les changements de prix relatifs. En effet, la consommation de riz a baissé de 21 % et celle du pain de 42 %, alors que dans le

même temps, les prix du riz ont été multipliés par 62 tandis que ceux du pain ne l'ont été que par 59. Deux facteurs peuvent expliquer ce résultat paradoxal :

- d'une part, les Malgaches restent profondément attachés à leurs traditions où le riz joue un rôle fondamental ;
- d'autre part, malgré la dynamique défavorable des prix du riz, ce dernier représente encore aujourd'hui la calorie la moins chère. Ainsi en 1995, un apport de 1 000 calories en riz coûtait 431 francs malgaches, tandis qu'il fallait dépenser 958 francs malgaches pour obtenir la même quantité énergétique à partir du pain, 805 francs malgaches avec du sucre et plus de 2 100 francs malgaches en achetant de la viande.

Dans le cas de l'arbitrage entre viande de bœuf et viande de porc, l'évolution des prix relatifs joue dans le « bon sens ». La chute de la consommation a été plus importante pour le porc que pour le bœuf (respectivement -76 % et -58 %), conformément à l'augmentation de leurs prix respectifs (multipliés par 33 pour le bœuf et par 40 pour le porc), entre 1961 et 1995. Si le prix de la calorie en bœuf était supérieur à celui de la calorie en porc en début de période (respectivement 64,5 et 53,2 francs malgaches pour 1 000 calories), il est équivalent aujourd'hui (respectivement 2 108,3 et 2 104,8 francs malgaches). Mais le kilogramme de bœuf reste moins cher que celui du porc.

En dehors de ces deux types de produits essentiels (le riz et la viande), il convient de mentionner le cas intéressant de certains légumes. Ainsi, les haricots secs et les pommes de terre voient leur consommation croître depuis 1961 (respectivement +60 % et +10 %). Cette augmentation se fait au détriment des autres légumes (légumes verts notamment) et surtout des viandes, dont il constitue un substitut partiel, parce que riche en protéines. En effet, si le prix des haricots secs a augmenté à peu près aussi vite que la viande de porc, le prix de la calorie qu'ils génèrent reste encore très bon marché (693 francs malgaches pour 1 000 calories, contre 1 330 francs malgaches pour les pommes de terre, plus de 2 000 francs malgaches pour la viande, 4 531 francs malgaches pour les carottes, et 9 785 francs malgaches pour le chou).

Les substitutions de lieux d'achat sont impossibles à quantifier sur longue période, faute de données. Par contre, les travaux de Madio donnent quelques éléments d'interprétation dans ce domaine au cours des années les plus récentes. En effet, les ménages de la capitale ont été interrogés sur leurs principaux modes d'ajustement de la consommation, entre mai 1994, date de la mise en place du flottement du franc malgache, et mai 1995, date de l'enquête. Les ménages se sont montrés sensibles au niveau des prix. Cette période se caractérise par une accélération historique de l'inflation, qui atteint en glissement annuel plus de 60 %.

Près de 15 % des ménages ont changé de lieu d'achat, en s'adressant à des fournisseurs meilleur marché. Mais les possibilités de substitution sont aujourd'hui très limitées, compte tenu du poids du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages. Ce dernier accapare en effet plus des trois quarts de la consommation, cette part dépassant même 95 % pour l'alimentation. Il est clair que cette stratégie de repli sur le secteur informel atteint aujourd'hui ses limites, le secteur formel ne jouant plus qu'un rôle marginal, ou très localisé, dans la satisfaction des besoins des ménages.

Figure 15 – Part du secteur informel dans la consommation par type de ménages (%)

	Quartiles de consommation par tête				Total
	1 ^{er} quartile	2 ^e quartile	3 ^e quartile	4 ^e quartile	
1. Alimentation	99,8	99,4	98,3	92,9	96,7
2. Habillement	95,3	88,7	82,7	67,7	76,5
3. Logement	86,3	76,0	69,0	59,0	67,9
4. Équipement et entretien de maison	98,9	94,3	79,7	86,2	86,7
5. Santé, soins personnels	49,0	47,1	47,5	33,8	39,5
6. Transport, communication	16,8	19,4	24,2	33,4	30,5
7. Éducation, loisirs	48,1	45,4	34,9	26,4	31,8
Total	92,2	86,3	81,3	66,8	76,5

Sans autoconsommation ni loyers imputés.

Source : Enquête 1-2-3 1995, phase 3, calculs Madio.

Figure 16 – Principaux modes d'ajustement à la baisse du pouvoir d'achat par type de ménages (%)

	Public	Privé formel	Privé informel	Chômeur, inactif	Total
1. Achat d'une quantité plus petite des mêmes produits sans changer de lieu d'achat	63,4	59,6	61,0	69,0	62,1
2. Achat de la même quantité, mais on va ailleurs, où c'est moins cher	12,1	16,3	14,7	13,9	14,5
3. On a moins d'invités à la maison	2,1	2,1	0,7	0	1,3
4. On reçoit plus de dons de la famille dans l'agglomération d'Antananarivo	0,4	1,1	0	2,0	0,6
5. On reçoit plus de dons de la famille hors de l'agglomération	0	0,4	0	3,1	0,5
6. On choisit avec plus de soins les produits qu'on achète	16,0	19,1	21,2	10,3	18,2
7. Autre	6,0	1,4	2,4	1,7	2,8
Total	100	100	100	100	100

Source : Enquête 1-2-3 1995, phase 3, calculs Madio.

Environ 20% choisissent avec plus de soin les produits à acheter, en faisant jouer la concurrence, ce qui provoque une pression à la baisse sur les prix. Finalement, 62% des ménages ont été contraints d'acheter des quantités plus petites des mêmes produits, sans changer de lieu d'achat. Les ménages les plus pauvres, privés de marge de manœuvre parce qu'ils s'adressent déjà presque exclusivement au secteur informel, sont les plus nombreux à ajuster la quantité achetée. Les autres se déplacent vers le secteur informel, où les prix sont plus faibles. C'est donc le secteur formel qui a le plus pâti de la situation : réduction de la demande globale (effet-revenu) et déplacement de la consommation vers le secteur informel (effet-substitution).

Pour la majorité donc, l'année 1995 s'est caractérisée par un amenuisement du panier de consommation, plus que par une substitution en faveur du secteur informel. En revanche, ni les stratégies plus individualistes de repli sur la famille (on accueille moins d'invités chez soi), ni le renforcement des liens de solidarité (on reçoit plus de transferts en provenance de la ville ou de la campagne) n'ont été mobilisés pour desserrer la contrainte pesant sur les budgets.

*

À l'heure du bilan, l'image brossée par l'analyse de l'évolution de la consommation des ménages sur longue période est particulièrement sombre. La chute des niveaux de vie de la population malgache dont rendent compte les chiffres officiels n'est pas un artefact engendré par la piètre qualité des comptes nationaux. L'idée selon laquelle les données macroéconomiques exagèrent l'ampleur de la récession de l'économie réelle, parce qu'elles ne prennent en compte que sa partie formelle, plus sensible à la conjoncture, idée intuitivement confortée par l'absence d'explosions sociales que chacun attendrait face à l'ampleur des chocs subis, et que seule l'existence de sources de revenus non enregistrés (dans le secteur informel notamment) aurait permis d'éviter, est une idée fautive. Les données d'enquêtes confirment que depuis l'indépendance, la consommation par tête de la population d'Antananarivo a chuté de 45%. De plus, cette baisse s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités.

Cette dynamique récessive, sans précédent historique à l'échelle d'un pays en temps de paix, semble toucher Madagascar comme une fatalité. En effet, aucun des changements radicaux de régimes politiques (socialisme réel ou démocratie) ou de systèmes économiques (économie administrée ou économie de marché) qui se sont succédé à Madagascar depuis 1960 n'a pu enrayer ce cycle infernal.

Il convient de souligner que les tendances régressives, aussi bien de court terme que de long terme, sont insoutenables. Encore une fois, l'idée selon laquelle, puisque les Malgaches ont enduré une telle situation jusqu'aujourd'hui, il n'y a aucune raison pour que ça ne continue pas, n'est pas soutenable⁵. Les

5 Pour étayer la thèse de la plasticité des économies nationales face à un environnement économique durablement dégradé, on a pu invoquer l'analogie avec l'évolution du chômage en Europe. Il est clair que les taux de chômage actuellement enregistrés en Europe étaient inconcevables au début des années soixante. Devant une telle hypothèse, tous les observateurs de l'époque auraient anticipé des explosions sociales, qui n'ont toujours pas eu lieu. L'argument est cependant fallacieux. L'impact du chômage sur le

niveaux actuels de consommation alimentaire montrent qu'un seuil a été atteint, et qu'une grande part de la population de la capitale se trouve en situation de détresse physiologique. S'il est toujours hasardeux de vaticiner sur l'avenir des sociétés, le maintien du trend actuel ne peut conduire qu'à une rupture.

Face à un environnement durablement défavorable, les ménages ne sont pas restés inactifs. Ils ont mobilisé toutes les ressources en leur possession : généralisation de la mise au travail de la population en âge de travailler, pluriactivité, modification de leurs comportements de consommation en substituant les produits et les lieux d'achat, afin de s'approvisionner à meilleur marché.

Mais l'ingéniosité dont ont su faire preuve les Tananariviens pour tenter de s'adapter aux conditions en vigueur est restée impuissante face à l'ampleur des chocs macroéconomiques auxquels ils ont été confrontés. Dans un tel contexte, compter sur des réponses individuelles pour contrecarrer la conjoncture est aussi dérisoire que partir à la chasse aux dinosaures armés de lance-pierres. Les ménages ont donc subi de plein fouet la récession.

Pourtant, les Malgaches ne se sont pas contentés de réagir individuellement à ce qui peut apparaître comme une succession de mauvais choix de politique économique. Ils ont systématiquement sanctionné leurs dirigeants défaillants, par des mouvements politiques de contestation pacifique, que ce soit en 1972 ou plus récemment en 1991. Il faut dire cependant que ces sanctions sont arrivées sans doute trop tard, et sûrement au mauvais moment. Il est en effet symptomatique que dans les deux cas, la chute du gouvernement soit intervenue justement au moment où Madagascar connaissait ses deux phases de croissance (à la fin des années soixante et des années quatre-vingt).

Le risque actuel est de voir se généraliser dans la population un sentiment d'impuissance et de résignation. En effet, après avoir usé de tous les instruments en leur pouvoir, aussi bien politiques qu'individuels, avec l'insuccès que l'on connaît, pour redresser leurs conditions de vie, les Tananariviens pourraient être amenés à considérer la trajectoire de l'économie malgache comme une fatalité. En effet, aujourd'hui, la grande majorité de la population n'a jamais vécu rien d'autre que la récession : comment imaginer une alternative ?

Déjà affaiblis dans leurs capacités de résistance, les ménages pourraient être tentés par des comportements de repli vers des stratégies d'autosubsistance. Ce processus involutif est déjà largement amorcé dans les zones rurales [Madio, 1996]. S'il venait à se généraliser en ville, il ne pourrait conduire qu'au chaos. On peut d'ailleurs suggérer que, si Madagascar a réussi à éviter ce phénomène de désagrégation sociale jusqu'à maintenant, c'est sans doute en partie dû au fait que la réduction des niveaux de vie a affecté toutes les couches sociales, qui se sont enfoncées de concert.

La perpétuation de cette tendance involutive ne pourra éviter à Madagascar les effets destructeurs d'une telle dynamique. Cette rupture potentielle, si longtemps différée, alors que d'autres pays africains ont déjà sombré, remettrait en question

pouvoir d'achat des ménages est sans commune mesure avec ce qu'on observe dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, Madagascar constituant à un cas extrême. De plus, il convient de tenir compte non seulement de l'évolution, mais aussi du niveau atteint.

les possibilités de développement pour de nombreuses années. Ainsi et à titre d'exemple, la remise en question de l'impressionnant effort de scolarisation depuis l'indépendance, que nous avons mis en évidence, compromettrait inéluctablement les chances d'une croissance durable. Or des symptômes alarmants de crise du système éducatif ont déjà pu être constatés [Roubaud, 1995].

Pourtant, le pays se trouve encore, miraculeusement, dans des conditions favorables pour amorcer un processus de récupération économique. Nous avons déjà mentionné le niveau de formation de la main-d'œuvre, sans commune mesure avec le niveau de développement du pays. Mais il faut aussi mentionner le surprenant dynamisme récent de l'offre productive [Naudet, Razafindrakoto, 1996]. Encore convient-il de comprendre qu'une stratégie de développement tiré par les exportations n'a aucune chance de réussir si elle se traduit par une contraction sans fin du marché intérieur.

BIBLIOGRAPHIE

- Madio [1996], *L'État des campagnes malgaches en 1995 : principaux résultats des observatoires ruraux*, Antananarivo, 62 p.
- NAUDET J.-D. [1996], « Les petites entreprises à Madagascar : le *missing middle* retrouvé », *Économie de Madagascar*, 1 : 70-99.
- RAZAFINDRAKOTO M. [1996], « La dynamique du secteur industriel sur longue période : 1966-1994, ou comment se perdre en une décennie », *Économie de Madagascar*, 1 : 41-69.
- ROUBAUD F. [1995], *L'Emploi et les Conditions d'activité de la population malgache en 1993*, Antananarivo, Instat, 25 p.